

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire



Frédéric Bastien, Philippe Bernier Arcand, Jean Garon

Renald Bérubé

Number 152, Winter 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/70585ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lettres québécoises inc.

ISSN

0382-084X (print)

1923-239X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bérubé, R. (2013). Review of [Frédéric Bastien, Philippe Bernier Arcand, Jean Garon]. *Lettres québécoises*, (152), 50–51.



FRÉDÉRIC BASTIEN

La bataille de Londres.*Dessous, secrets et coulisses du rapatriement constitutionnel*

Montréal, Boréal, 2013, 480 p., 32,95 \$.

La geste du Prince outrecoûdant

L'ouvrage est lancé le 8 avril 2013. L'exemplaire arrive quelques jours plus tard accompagné de coupures de presse : 32 feuillets de format 8,5 x 11, imprimés recto verso svp. La dernière coupure est datée du 11 avril : combien depuis ? L'ouvrage ne peut laisser indifférent. Car nous vivons toujours selon la rapatriée (avec Charte) de 1982.

La geste rapatriante n'avait laissé personne indifférent (encore que). Entreprise par Trudeau au lendemain du référendum de 1980, elle visait à donner suite aux promesses faites par lui aux Québécois afin qu'ils votent NON. Il avait promis des changements qui allaient satisfaire leurs demandes.

Elle durera deux ans, la folle équipée menée tambour battant par le Prince et le Gouvernement de Sa Majesté dirigé par M^{me} Thatcher. Avec, par ailleurs, huit provinces (l'Ontario et le Nouveau-Brunswick avaient rejoint Trudeau) et des Autochtones bien achalants du côté canadien, des députés et des Lords bien trop curieux du côté de Londres. L'« outrecoûdant » de l'intitulé est d'ailleurs d'un politicien britannique (p. 21).

Voilà l'une des nombreuses choses qui frappent à la lecture de Bastien : le climat délétère, type « roman d'espionnage », dans lequel se déroulent les discussions entre Ottawa et Londres, capitales amies. Thatcher et Trudeau se sont d'emblée reconnus : « Le courant passe très bien. » (p. 99) Donc : les discussions se feront strictement entre deux États, le gouvernement britannique ne saurait mettre en doute les demandes du canadien, on n'est plus à l'ère coloniale.

Les joutes

Pourtant, Trudeau ne donne pas toujours l'heure juste à Thatcher, l'induit même en erreur (p. 366) : il ne fut pas question de charte lors de leur première rencontre, il voudra souvent dicter l'agenda du Parlement britannique, menacera même de répandre l'accusation de « colonialisme » si Thatcher écoutait trop, par comitè de ses Communes interposé, les doléances des provinces ou des Autochtones. La grandeur du Rapatriant, celle de ses adjuvants aussi, s'en trouve plutôt ratatinée. M^{me} Thatcher ne sera pas de la cérémonie de signature de la rapatriée le 17 avril 1982 à Ottawa.

Parallèlement à l'action Ottawa-Londres, il y a toutes les discussions entre les premiers ministres des huit provinces visant à faire contre-poids aux pratiques de Trudeau : les délégations des provinces à Londres pèseront de tout le poids diplomatique possible ; et les Autochtones rappelleront à Londres que c'est avec les Anglais qu'ils signèrent bien des traités — quitte à se faire dire que la Reine a un représentant à Ottawa, le Gouverneur général. Jeu des forces : si Trudeau évoque le NON de 1980, Lévesque souligne sa réélection de 1981. S'il est des premiers ministres de diverses provinces dont il faut souligner, pour des raisons parfois opposées, leur appui au Québec, ceux de Terre-Neuve, du Manitoba et de l'Alberta doivent être mis de l'avant.



Les mythes

Si Bastien fait un sort à trois mythes — celui du Québec trahi par ses alliés, celui du Québec de mauvaise foi et celui du droit de veto du Québec (p. 305-312) —, s'il parle de « coup d'État » eu égard à la conduite de Bora Laskin, juge en chef de la Cour suprême (cette dernière n'appuyant pas son juge en chef, Thatcher sachant en tenir compte), il sait aussi (ch. 14) que des gens ne seront pas d'accord avec lui ; sauf que l'expression « coup d'État » est celle de John Ford, haut-commissaire britannique à Ottawa (p. 333).

André Pratte, député libéral de *La Presse* à Québec et Ottawa, va s'inscrire en faux contre Bastien : « Des conclusions démesurées », selon le titre de son éditorial du 11 avril 2013. Mais pourquoi Ottawa refuse-t-il de fournir toute documentation autre que caviardée eu égard aux recherches de Bastien qui doit ses travaux aux archives du Foreign Office, de quoi se demander s'il ne vaudrait pas mieux être colon de Londres que citoyen d'Ottawa ? Pourquoi le CRSH a-t-il refusé une subvention de recherche à Bastien alors qu'il en accordait une à un ex-député libéral fédéral pour sa biographie de Trudeau (p. 456-457) ? Une Rapatriée hypocrite, comme ?



PHILIPPE BERNIER ARCAND

La dérive populiste

Montréal, Poètes de brousse, coll. « Essai libre », 2013, 170 p., 20 \$.

Le « gros bon sens » sans bon sens

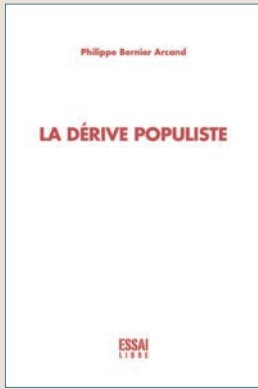
Un tout petit ouvrage, surtout quand on le compare au précédent ! Mais un petit ouvrage de grand poids, intelligent, subtil, documenté ; petit ouvrage sans prétention (p. 14) et pourtant d'une clarté et d'une pertinence qui disent l'acuité du regard sociopolitique de l'auteur. Pour tout dire : voilà un ouvrage de lecture obligatoire pour une compréhension éclairée de notre présent.

Résumons dès en commençant : le mot « populisme » recouvre des attitudes et des sens fort divers (p. 9-14). Mais, en règle générale, il est de tendance (fort) droitière, deux de ses caractéristiques essentielles étant de regarder vers l'arrière (régression ?), vers le passé, pour corriger le présent et de trouver des solutions simplistes, de « gros bon sens », pour régler des problèmes complexes.

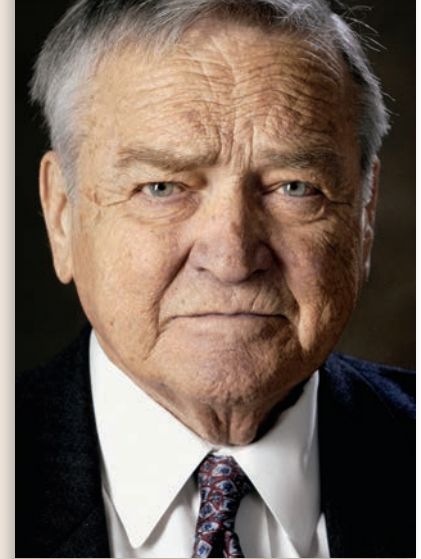
Vous vous souvenez de la « Révolution du bon sens » (*Common Sense Revolution*) de Mike Harris en Ontario ? Bon. Les descendants en sont au pouvoir à Ottawa.



FRÉDÉRIC BASTIEN



PHILIPPE BERNIER ARCAND



JEAN GARON

Questions que la dérive populiste n'analyse surtout pas mais qu'elle exploite: le multiculturalisme, l'islamisme, les accommodements raisonnables. Toujours la dérive cherche à utiliser à ses fins les craintes populaires, fondées ou pas. Les Radios X sont des lieux privilégiés de la dérive.

Deux exemples de dérive dérapant à plein: au Québec, le « commentateur médiatique Éric Duhaime qui prétendait en 2010 qu'Amir Khadir [...] dissimulerait un "agenda islamique" » (p. 55); aux États-Unis, les *Birthers*, l'inénarrable Donald J. Trump en tête, qui mettent en cause la naissance en sol états-unien de Barack Obama (p. 97).

Qui dit pire comme grossier bon sens ?

☆☆☆☆

JEAN GARON

Pour tout vous dire

Montréal, VLB, 2013, 536 p., 29,95 \$.

La ténacité (et l'humour) du militant

Quand René Lévesque le fit ministre de l'Agriculture après la victoire électorale du PQ en 1976, il y eut bien des gorges chaudes. Économiste et avocat de formation, député de Lévis, indépendantiste issu du RN droitier, Jean Garon n'avait jamais traité les vaches ni grainé des champs; mais il militait pour l'indépendance depuis le début des années soixante, et s'il venait du RN, c'est parce que le RIN de Bourgault n'aimait guère sa très grande popularité.

Si inattendue que fût sa nomination, Jean Garon n'allait surtout pas se laisser impressionner par tant d'étonnement, alors même que la décision de son premier ministre l'avait lui-même laissé plutôt « estomaqué, je ne connais rien là-dedans » (p. 118). Et Lévesque d'expliquer son choix: « Vous connaissez le monde rural puisque vous avez passé votre vie à militer dans les régions. Vous êtes avocat, et les lois agricoles sont un tel fouillis qu'il faut toutes les repenser. Vous êtes économiste et les agriculteurs ont besoin de quelqu'un qui comprend l'économie » (*id.*).

Militant-contreur

Il s'est laissé convaincre, Jean Garon. Lui dont le leitmotiv essentiel se formule ainsi: militant d'abord, député ensuite, ministre en surplus. Car c'est le militant qui explique et qui rend compte, ici et avant tout, de l'action du député, du ministre (et du maire de Lévis). Jean Garon,

conteur aussi, nous relate un demi-siècle d'histoire du Québec, lui qui a tant œuvré pour l'indépendance à partir du début des années soixante, alors qu'il fallait se battre contre le président Gordon du CN afin de nommer autrement que *Queen Elizabeth* la gare ferroviaire primordiale de Montréal. Cela se passait en 1962.

Devenu ministre de l'Agriculture, il étudie d'autant plus ses dossiers qu'il sait d'où il part; et quand il les maîtrise plutôt bien et qu'un député de l'opposition s'interroge sur ses compétences, affirmant que le ministre « ne sait probablement pas combien d'orteils a un cochon », il s'entend répondre: « Oui, je le sais, mais si l'honorable député ne s'en souvient pas, il n'a qu'à ôter ses souliers et à compter. » (p. 175) Un ton est donné: l'humour en guise de réponse massue. Militant-contreur, selon les meilleurs sens des deux vocables, Jean Garon saura pratiquer un verbe convaincant. Ce que les Autochtones apprécieront, puisque chez lui verbe et action sont en accord (p. 283).

Les ministères

La Loi de protection du territoire agricole (22 décembre 1978): moment marquant de l'histoire du Québec. Victoire de l'agriculture sur les visées des « développeurs », triomphe de la volonté politique du ministre qui vise à « l'autonomie alimentaire » du Québec. La loi, obtenue à l'encontre aussi de certains collègues ministres, va mener Garon à des sommets de popularité dont il ne sait trop que faire, il se souvient que sa popularité au RIN lui a beaucoup nui. Alors quand Lévesque, Gaspésien d'origine que le sort des pêcheurs désole, lui demande (1979) de faire pour les Pêches ce qu'il a fait pour l'Agriculture, il fonce à nouveau (p. 270). Et sous Parizeau, il « brassera la cage » en Éducation.

Un ouvrage passionnant, de bout en bout. Garon, toujours militant, explique les situations devant lesquelles il a été placé, rend compte de ses analyses, détaille ses méthodes de travail. S'il y a du *pro domo* dans un tel ouvrage, il n'est jamais ici trop appuyé; d'autant plus que Garon, tout au long de ce gros livre, rend hommage aux personnes qui, là, là et là, l'ont aidé à mener à terme ses entreprises. « Il y a là quelque chose de rafraîchissant et de rassurant » (p. 13) écrit à juste titre Jacques Parizeau en préface, car le militant Garon demeure tenace, convaincu; même les reculs en Pêches et Agriculture ne le découragent pas.

Pour autant, Garon ne se prive pas d'identifier certains responsables des reculs. Lucien Bouchard et Jacques Proulx (de l'UPA) ne sortent pas grands de cet ouvrage. Par ailleurs, il sera bien permis à un ex-prof de l'UQAR de souligner qu'il trouve un peu cavalier le point de vue de M. Garon eu égard à cette institution; et de lui rappeler que le recteur de l'UQAR, au début des années quatre-vingt-dix, se prénomme Marc-André et non pas Jean-Marie Dionne (p. 461-462).